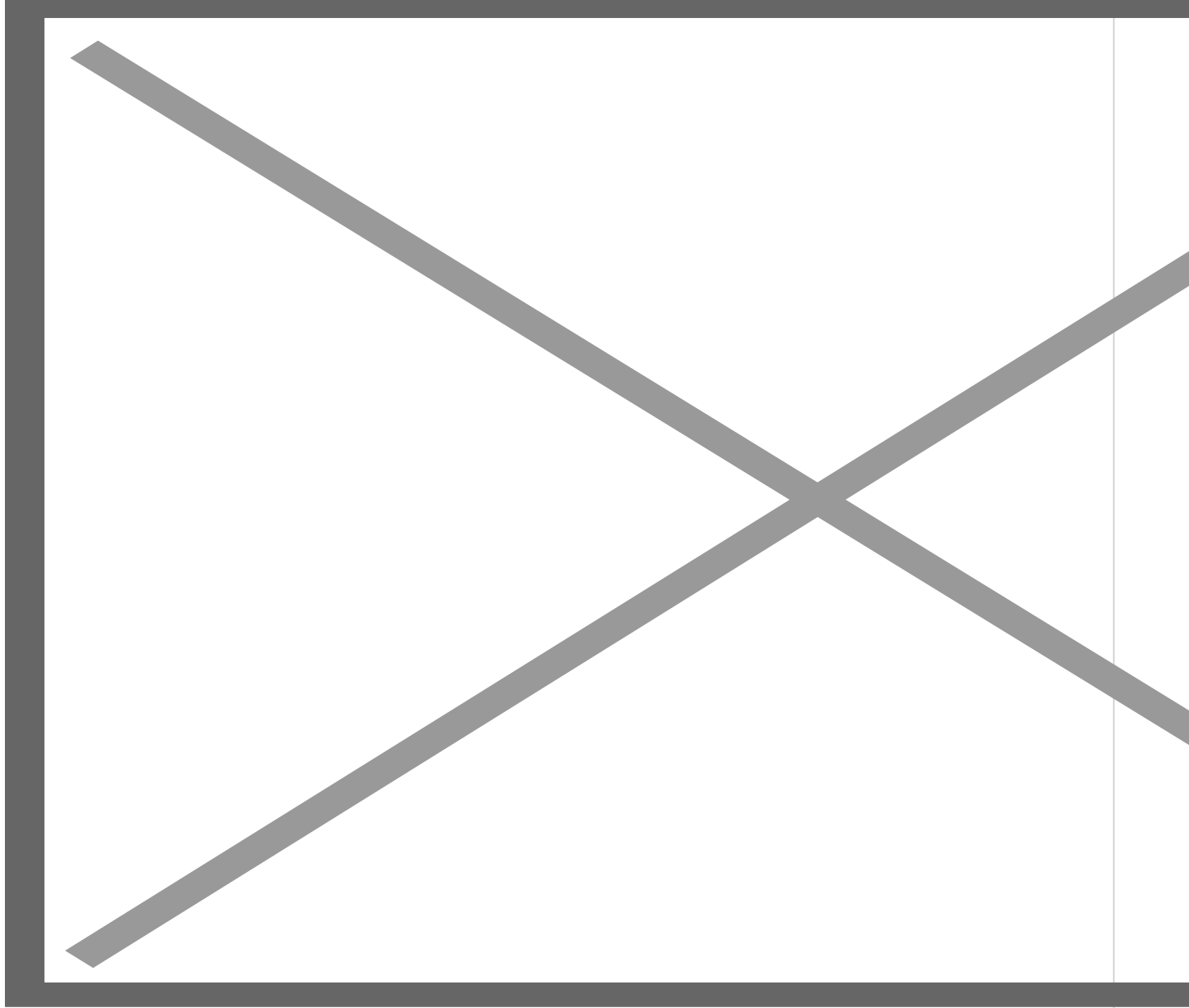


*La politique américaine à l'égard  
de Cuba dans le théâtre de  
l'absurde*

---

Image not found or type unknown



## **María Elvira Salazar et Lincoln Díaz-Ballart au cours d'une conférence de presse anti-cubaine**

La politique américaine à l'égard de Cuba dans le théâtre de l'absurde

Des législateurs cubano-américains ont glissé de nouvelles sanctions dans un projet de loi visant à maintenir le gouvernement fédéral ouvert. La Maison Blanche ne fait pas mieux.

PAR WILLIAM LEOGRANDE

Essayer de donner un sens à la politique américaine à l'égard de Cuba, c'est comme essayer de donner un sens à une pièce du théâtre de l'absurde. Les arguments avancés par les défenseurs de cette

politique n'ont aucun sens, et lorsqu'ils tentent de s'expliquer, ils ressemblent aux personnages d'une pièce de Ionesco. Les récentes propositions législatives des membres cubano-américains de la Chambre des représentants en sont de parfaits exemples.

Mario Díaz-Balart (R-Fla.), président de la sous-commission des crédits pour les opérations étrangères, et María Elvira Salazar (R-Fla.), présidente de la sous-commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants pour l'hémisphère occidental, ont récemment proposé de nouvelles sanctions qui s'appuient sur la désignation infondée de Cuba comme sponsor du terrorisme international, bloquent l'aide au secteur privé cubain au motif qu'il n'existe pas, et punissent les pays qui accueillent des missions médicales cubaines pour avoir pratiqué l'"esclavage moderne". Les deux dernières propositions ont été intégrées dans le projet de loi de finances omnibus adopté le mois dernier afin d'éviter la fermeture du gouvernement.

Cuba figure sur la liste des pays terroristes du département d'État, même si le dernier rapport du département sur le terrorisme n'apporte aucune preuve selon laquelle La Havane se livrerait au terrorisme international. Il cite le fait que Cuba héberge des fugitifs américains qui ont commis des crimes à motivation politique aux États-Unis il y a plus de 40 ans. Pendant ce temps, les États-Unis ont hébergé pendant des années des exilés cubains notoires comme Orlando Bosch et Luis Posada Carriles, coupables d'une myriade d'attaques terroristes contre Cuba, y compris l'attentat à la bombe contre un vol d'une compagnie aérienne cubaine, tuant les 73 personnes à bord, et l'attentat à la bombe contre des hôtels touristiques à La Havane.

En octobre 2022, le secrétaire d'État Antony Blinken a déclaré au président colombien Gustavo Petro : "Nous continuerons, si nécessaire, à réexaminer la situation pour voir si Cuba continue de mériter cette désignation". Cinq mois plus tard, il a déclaré au Congrès : "Nous ne prévoyons pas de les retirer de la liste". Le secrétaire d'État adjoint Eric Jacobstein a déclaré à un groupe de législateurs démocrates que, contrairement à ce qui leur avait été dit précédemment, aucun réexamen de la désignation de Cuba n'était en cours.

Interrogé lors d'une conférence de presse en 2023 sur les raisons pour lesquelles Cuba figurait toujours sur la liste des pays terroristes, un porte-parole du département d'État a répondu que c'était à cause du "long passé de Cuba en matière de violations flagrantes des droits de l'homme, de suppression de la liberté de la presse, de suppression de la société civile" - ce qui n'a rien à voir avec le terrorisme international. Le fonctionnaire a également reconnu, sans se rendre compte de l'ironie de la situation, que les gouvernements américain et cubain s'engagent dans des discussions régulières de coopération antiterroriste sous les auspices d'un accord d'application de la loi conclu sous l'administration Obama.

L'année dernière, Díaz-Balart s'est joint à Salazar pour parrainer un projet de loi empêchant l'administration Biden de retirer Cuba de la liste du terrorisme jusqu'à ce qu'elle devienne une démocratie multipartite. Même s'il est peu probable que le projet de loi devienne loi ce Congrès, son mépris des critères statutaires pour désigner un pays comme sponsor du terrorisme rappelle la déclaration de Humpty Dumpty dans Alice au Pays des Merveilles, "Quand j'utilise un mot, il signifie exactement ce que je choisis qu'il signifie."

Díaz-Balart a eu plus de chance avec le crédit omnibus. Lorsque le Congrès ne parvient pas à faire son travail en adoptant les 12 projets de loi de crédits qui financent le gouvernement, il a recours à des crédits omnibus qui regroupent tous les projets de loi inachevés en un seul projet de loi incontournable pour éviter une fermeture du gouvernement. Toutes sortes de mesures douteuses se retrouvent dans les crédits omnibus parce que nous n'avons tout simplement pas le temps de toutes les filtrer. En tant que président de la sous-commission des crédits pour les opérations étrangères, Díaz-Balart était parfaitement placé pour insérer de nouvelles sanctions contre Cuba dans l'omnibus.

Le crédit omnibus interdit à l'administration Biden de soutenir le secteur privé émergent de Cuba, composé de quelque 10 000 nouvelles entreprises, malgré le fait que la promotion de l'entreprise privée a été la politique américaine sous les présidents Obama, Trump et Biden. La représentante Salazar qualifie le secteur privé de « mythe » car certaines entreprises appartiennent à des proches de responsables gouvernementaux, même si la grande majorité ne le sont pas. Il y a un an, Díaz-Balart a contraint l'administration Biden à abandonner ses projets d'aide au secteur privé en menaçant de bloquer l'aide à l'Ukraine. Ses dispositions sur les crédits, devenues loi, bloquent le financement américain pour « la promotion des affaires, la réforme économique, [ou] l'entrepreneuriat » à Cuba.

Une autre disposition du crédit omnibus punirait les pays qui paient Cuba pour la fourniture de services médicaux au motif que de tels contrats constituent de « l'esclavage moderne ». Depuis les années 1960, Cuba a envoyé quelque 400 000 professionnels de la santé dans 164 pays, mais au cours des deux dernières décennies, les contrats de services médicaux sont devenus une source importante de recettes en devises.

En 2006, le président George W. Bush a commencé à proposer l'entrée aux États-Unis et un accès rapide à la citoyenneté pour inciter les médecins cubains en poste à l'étranger à faire défection. Certains de ceux qui ont fait défection ont critiqué la pression exercée sur eux pour qu'ils servent à l'étranger, les conditions de travail dures et restrictives et le pourcentage des honoraires du contrat qu'ils percevaient. En revanche, les médecins participant aux programmes déclarent qu'ils se sont portés volontaires parce que les salaires sont nettement plus élevés qu'à Cuba et par désir d'aider les personnes dans le besoin.

Sous l'administration Obama, le personnel médical américain et cubain a travaillé ensemble en Haïti après le tremblement de terre de 2010 et en Afrique de l'Ouest pour lutter contre l'épidémie du virus Ebola. Le président Obama, dans son discours au peuple cubain de 2016, a salué l'internationalisme médical de Cuba, déclarant que « personne ne devrait nier le service que des milliers de médecins cubains ont rendu aux pauvres et aux souffrants ». Mais les républicains cubano-américains le nient.

La version originale de la Chambre des crédits pour les opérations étrangères, issue de la sous-commission de Díaz-Balart et adoptée par la Chambre, aurait interrompu l'aide américaine à l'Organisation panaméricaine de la santé et à tous les pays et organisations internationales qui ont des contrats médicaux avec Cuba. Ces dispositions n'ont pas été intégrées au projet de loi omnibus final. Mais le projet de loi adopté interdit l'entrée aux États-Unis et menace de sanctions financières les « responsables de gouvernements étrangers et les membres de leur famille immédiate » dont les gouvernements ont des contrats de services médicaux avec Cuba.

Cuba dispose de personnel médical en poste à l'étranger dans des dizaines de pays, dont le Mexique, l'Italie, le Qatar, la Jamaïque, plusieurs petits États des Caraïbes et l'Irlande du Nord. Est-il vraiment dans l'intérêt national des États-Unis d'interdire aux représentants de leur gouvernement d'entrer aux États-Unis ? L'indispensable coopération du Mexique en matière de migration et de trafic de stupéfiants survivrait-elle à une telle interdiction ? Heureusement, lors des négociations sur le projet de loi omnibus final, les esprits plus calmes ont prévalu et ont subordonné ces sanctions à une dérogation présidentielle. Mais ils restent la loi du pays, Washington s'arrogeant une fois de plus le droit de sanctionner d'autres pays pour leurs relations avec Cuba, comme si ni leur souveraineté ni celle de Cuba ne comptaient pour quoi que ce soit à Washington.

C'est la dernière absurdité de la politique américaine à l'égard de Cuba. Ce n'est pas seulement qu'une grande partie de cette approche repose sur de fausses prémisses et des faits déformés. C'est qu'un petit groupe de législateurs conservateurs cubano-américains, obsédés par l'idée de réduire Cuba à la pénurie, ont été capables de dicter des politiques qui nuisent aux intérêts plus larges des États-Unis en Amérique latine, en Europe et dans les pays du Sud. Ils s'en sortent sans problème parce qu'aucune question n'est plus importante pour eux que Cuba, et Cuba n'est pas suffisamment importante aux yeux de Biden pour qu'il puisse leur tenir tête.

Ces politiques ne sont pas gratuites. Comme de l'eau qui coule sur une pierre, ils érodent progressivement la bonne volonté des autres pays, diminuant ainsi le « soft power » de Washington. L'accumulation des dégâts est illustrée par le vote annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies sur la résolution cubaine condamnant l'embargo américain. Lorsque la résolution a été présentée pour la première fois en 1992, elle a été adoptée avec 59 pays pour, 3 contre (les États-Unis, Israël et la Roumanie) et une majorité, 71 abstentions. L'année dernière, 187 pays ont voté pour la résolution . L'Ukraine s'est abstenue et seul Israël a rejoint les États-Unis en votant non.

Lorsque les patriotes américains ont déclaré leur indépendance de la couronne britannique, ils ont détaillé leurs raisons dans la Déclaration d'indépendance par « respect décent pour les opinions de l'humanité ». Ce respect n'est pas une vertu que les décideurs politiques de Washington devraient abandonner simplement parce que les États-Unis sont devenus une superpuissance.

William LéoGrande

Le Dr William M. LeoGrande est chercheur non-résident au Quincy Institute et vice-recteur associé aux affaires académiques, professeur de gouvernement et doyen émérite de l'École des affaires publiques de l'American University à Washington, DC.



**Radio Habana Cuba**